

Les Français, les riches et la réforme de l'ISF

Récemment publiés

- » N°170 : Législatives - La droite face à la vague En Marche
- » N°169 : Emmanuel Macron et les catégories populaires.
- » N°168 : Sortir de l'état d'urgence : un risque d'opinion majeur.
- » N°167 : Insoumis d'hier et d'aujourd'hui : le vote Mélenchon, des maquis de la Résistance à Notre-Dame-des-Landes.
- » N°166 : Sortir de l'état d'urgence : un risque d'opinion majeur.
- » N°165 : Le meurtre du prêtre Jacques Hamel : une onde de choc chez les catholiques français.
- » N°164 : L'impact électoral de la pression migratoire.
- » N°163 : Un vote confessionnel lors des législatives ?
- » N°162 : Permanences et bouleversements de la géographie électorale parisienne
- » N°161 : Les enclaves aisées : points d'appui du vote Macron dans la France périphérique
- » N°160 : Reports du second tour : quelles lignes de clivage dans les électors Mélenchon et Fillon ?
- » N°159 : Géographie et sociologie du vote Macron : un négatif du vote FN
- » N°158 : Quelle réforme institutionnelle pour les Français ?
- » N°157 : Les quatre France : La carte du candidat arrivée en tête
- » N°156 : Pour qui vont voter les chômeurs ?
- » N°155 : Jean Lassalle : le candidat de la ruralité
- » N°154 : Un noyau dur toujours mobilisé mais de nombreux soutiens manquent à l'appel : ce que nous révèlent les parrainages pour François Fillon
- » N°153 : Radiographie des votes ouvriers.
- » N°152 : Les chasseurs : un électorat très courtisé.

» Des Paradise Papers aux débats sur la flat tax et la réforme de l'ISF, l'actualité récente a semblé démontrer que le rapport à la richesse en France, et la question de sa répartition, restaient des sujets hautement clivants.

Le président de la République, en assumant jusqu'au bout la nécessité des réformes promises pendant sa campagne, en substituant le concept de «Premier de cordée» à la controversée «théorie du ruissellement», mais aussi de par son parcours personnel, a-t-il fait évoluer les mentalités? Les clivages idéologiques entre droite et gauche sur cette question, l'une insistant davantage sur le mérite et les efforts personnels quand l'autre juge la réussite financière inséparable des conditions sociales et collectives la rendant possible, seraient-ils en passe d'être abolis ?

L'Ifop a réalisé plusieurs enquêtes - pour *Atlantico*, *Marianne* et *l'Humanité* - afin d'apporter des réponses à ces questions.

1- La permanence d'un fort clivage idéologique entre droite et gauche sur les déterminants de la réussite.

Aux yeux d'un électeur des Républicains, le travail est toujours et de loin, le principal moteur de l'enrichissement ou de la réussite (70% des électeurs LR citent ce déterminant en premier¹). Arrive ensuite, en 2^e position à 26% de citations, le fait d'« avoir du culot », puis le fait « d'être intelligent » à 25%. Les trois premiers items cités renvoient tous à des qualités ou des dimensions individuelles. Le fait d'avoir des « relations » ou des « parents riches » n'arrive qu'en 4^e ou 5^e position, très loin derrière le fait « d'être travailleur ». Ces données reflètent bien la vision très individualiste et méritocratique de la droite, qui conçoit avant tout la réussite comme procédant des mérites et efforts individuels. En cela, elle s'approche d'une vision américaine, dont la figure du « pionnier » et du « self-made man » illustrent depuis toujours le parcours idéal.

Les caractéristiques perçues comme les plus importantes pour devenir riche

Récapitulatif : Total des citations

	Ensemble octobre 2017 (%)	Sympathisants de...		
		Gauche (%)	La République en marche (%)	Les Républicains (%)
• Etre travailleur	48	37	58	70
• Avoir des relations	32	38	29	19
• Avoir des parents riches.....	29	36	23	23
• Avoir du culot.....	21	20	23	26
• Etre intelligent	20	18	25	25
• Manquer de scrupules	14	16	11	6
• Etre honnête	13	13	9	12
• Avoir reçu une bonne éducation.....	9	6	12	13
• Ne penser qu'à soi	8	11	8	1
-Vous ne savez pas.....	3	2	1	3
TOTAL	(*)	(*)	(*)	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

A gauche, domine l'idée que l'héritage – « avoir des parents riches » - ou le fait d'avoir le bon « réseau » comptent énormément dans la réussite et donc dans l'explication des trajectoires individuelles. S'ils se montrent également attachés au fait que le travail puisse permettre de s'enrichir, les sympathisants de gauche conçoivent la réussite comme procédant de l'environnement et de l'entourage et ne renvoient donc pas la responsabilité de l'échec ou de la réussite vers les seuls mérites et qualités individuels.

Ainsi, pour expliquer la réussite, "être travailleur" est deux fois plus cité à droite qu'à gauche, quand "avoir des relations" est deux fois plus évoqué à gauche qu'à droite. On voit bien là s'exprimer des idéologies profondément différentes, signe que sur une question éminemment sensible comme le rapport à l'argent et à la réussite, l'avènement du macronisme n'a pas fait table rase des vieilles cultures politiques françaises.

Si les clivages idéologiques voire philosophiques perdurent sur ce type de questions, on constate néanmoins que le rapport des Français à la réussite financière a évolué avec le temps. Ainsi si le fait d'être travailleur demeure depuis plus de 20 ans la caractéristique la plus citée comme étant indispensable pour devenir riche, les items « avoir du culot » (27%) et « manquer de scrupules » (21%) étaient fréquemment évoqués en 1994.

¹ Sondage Ifop pour Atlantico réalisé on line du 24 au 25 octobre 2017 auprès d'un échantillon national représentatif de 1002 personnes.

A l'époque, la figure de Bernard Tapie, entrepreneur touche à tout et controversé, était omniprésente et avait sans doute influencé la perception des Français sur les ressorts de l'enrichissement.

Les caractéristiques perçues comme les plus importantes pour devenir riche

Récapitulatif : Total des citations

	<i>Rappel Juillet 1994 (%)</i>	<i>Rappel Janvier 2013 (%)</i>	Ensemble Octobre 2017 (%)
• Etre travailleur	40	48	48
• Avoir des relations	21	35	32
• Avoir des parents riches	40	39	29
• Avoir du culot	27	16	21
• Etre intelligent	20	23	20
• Manquer de scrupules	21	11	14
• Etre honnête	17	12	13
• Avoir reçu une bonne éducation	8	6	9
• Ne penser qu'à soi	5	6	8
-Vous ne savez pas	-	2	3
TOTAL	(*)	(*)	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

Près de 20 ans plus tard, en 2013, la France est confrontée à une crise économique sans précédent et les modèles de réussite fulgurante à la Tapie ont disparu. L'ascenseur social est en panne même pour ceux qui n'ont pas froid aux yeux ou qui s'arrangent avec les règles. Comme le montre le tableau ci-dessus, l'item « avoir du culot » perd 11 points et « manquer de scrupule », 10 points. A l'inverse, symptôme d'une France qui semble bloquée et où les jeux seraient faits à l'avance, la réponse « avoir des relations » explose littéralement en passant de 21% à 35% de citations.

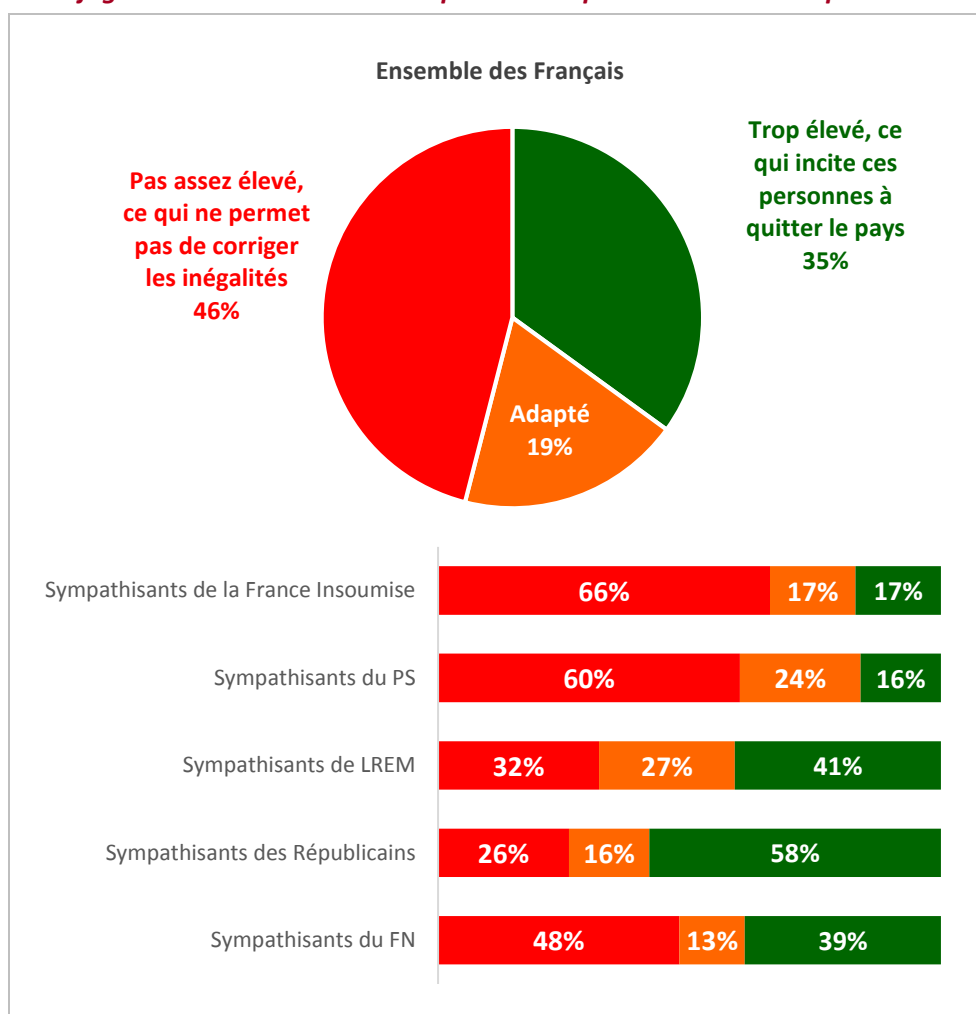
Les résultats de cette nouvelle enquête indiquent que quatre ans plus tard et alors que le pays sort progressivement de la crise, les perceptions évoluent de nouveau. « Etre travailleur » demeure stable et l'item le plus cité (48%) suivi par « avoir des relations » (32%, le terrain gagné durant la crise n'ayant quasiment pas été perdu) mais « avoir des parents riches » (29%) refluent de 10 points. On peut y voir le signe d'un regain de croyance dans le fonctionnement de l'ascenseur social notamment pour ceux qui « ont du culot » (21%, + 5 points).

2- Des Français opposés à la réforme de l'ISF

La persistance du clivage gauche/droite sur la question des ressorts de l'enrichissement s'observe également lorsqu'on interroge les Français sur un autre sujet : celui du niveau de la fiscalité pesant sur les foyers les plus riches. Ainsi, 63% des sympathisants de gauche estiment que le montant des impôts directs et indirects payés par les plus riches n'est pas assez élevé et ne permet pas de réduire les inégalités. A droite, seulement 30% partagent cet avis. A ce titre, les sympathisants LREM sont très proches de ceux de droite (32%)².

² Sondage Ifop pour l'Humanité réalisé on line du 10 au 11 octobre 2017 auprès d'un échantillon national représentatif de 1019 personnes.

Le jugement sur le niveau des impôts versés par les individus les plus riches

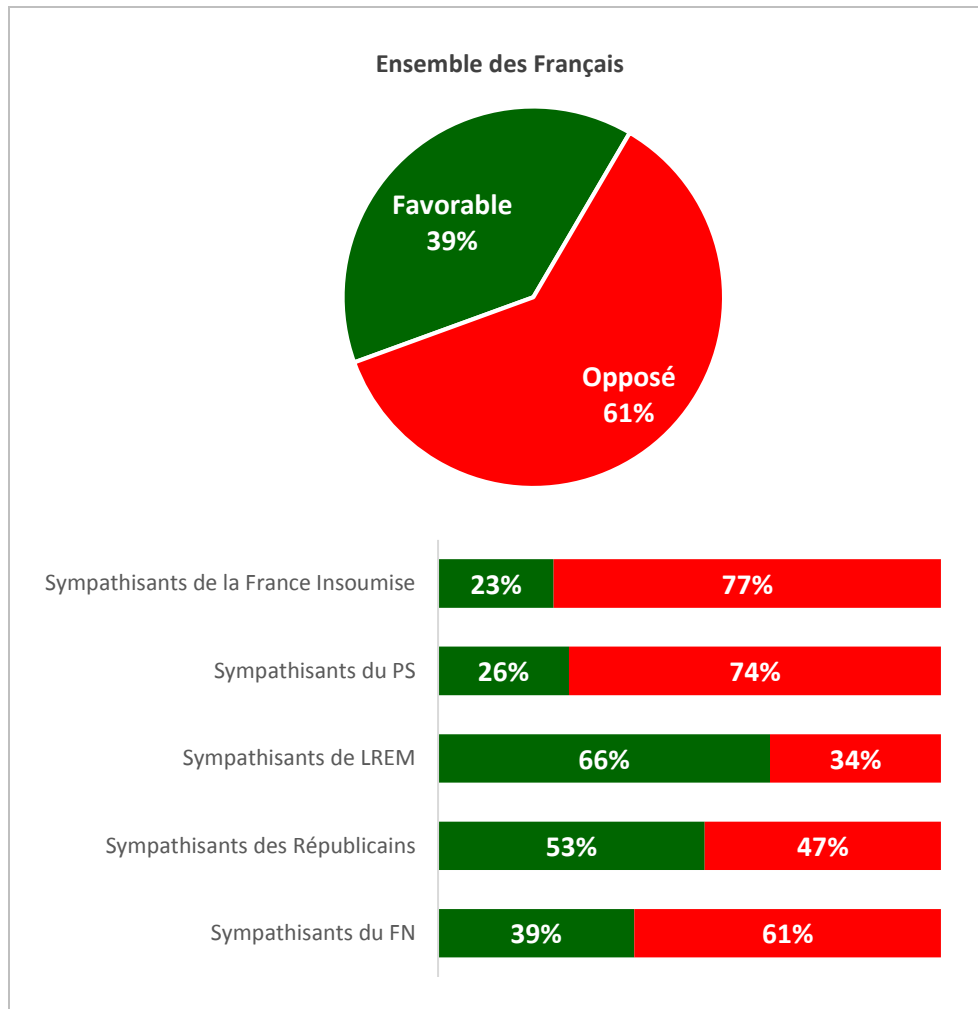


Au total, 46% des Français considèrent que le montant des impôts directs et indirects que payent aujourd'hui les plus riches n'est pas assez élevé et 19% qu'il est adapté, seuls 35% le jugeant trop élevé. On remarquera sur ce point qu'à partir de 4000 euros nets de revenu mensuel dans le foyer, cette perception s'inverse. 53% de cette tranche de la population considèrent ce niveau d'imposition comme trop élevé et incitant les personnes les plus fortunées à quitter le pays. Les membres des classes moyennes supérieures, bien que non concernés par l'exil fiscal, se montrent néanmoins plus solidaires que le reste de la population avec les ménages les plus aisés, au côté desquels ils se perçoivent comme les principales victimes du « matraquage fiscal ».

C'est également en vertu de cette communauté d'intérêt que les sondés vivant dans des foyers gagnant plus de 4000 euros nets par mois, se disent majoritairement favorables (à 51%) à la réforme de l'ISF décidée par le gouvernement, réforme qui ne les concernera pourtant pas dans leur très grande majorité. Toutes les autres strates de la population sont en revanche assez majoritairement opposées à cette réforme et auprès de l'ensemble de la population, l'opposition à cette mesure atteint 61%³.

³ Sondage Ifop pour Marionne réalisé on line du 23 au 24 octobre 2017 auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes.

L'adhésion à la réforme de l'ISF



Comme le montre le graphique ci-dessus, les électeurs de gauche sont massivement opposés à l'instauration de l'IFI en lieu et place de l'ISF et l'électorat des Républicains est coupé en deux. Les sympathisants d'En Marche ! se caractérisent, quant à eux, par un soutien net à cette mesure phare du début du quinquennat.

Le rejet majoritaire de l'opinion sur ce sujet s'explique par le fait qu'une large majorité des Français n'adhère pas aux arguments mis en avant par le gouvernement et le président de la République pour « vendre » cette réforme.

Ainsi,

- 73% ne pensent pas qu'avec cette réforme les foyers assujettis à l'ISF investiront davantage dans les entreprises.
- Exactement la même proportion ne croit pas qu'un certain nombre de Français fortunés qui avaient quitté le pays pour des raisons fiscales vont rentrer en France.
- 59% n'anticipent pas non plus de ralentissement des flux de départ d'exilé fiscaux.
- Et 24% seulement estiment que cette réforme de l'ISF va contribuer à réduire les inégalités car l'enrichissement des plus fortunés finira par profiter aussi aux moins favorisés.

3- S'il reste des différences entre « macronistes de gauche » (électeurs venant de la gauche) et « macronistes de droite », une apparente convergence de vues nous permet d'émettre l'hypothèse qu'une homogénéité idéologique serait en cours de construction.

Lorsqu'on segmente l'électorat En Marche en retraçant son parcours politique, c'est-à-dire en fonction de son vote de 2012 (Hollande ou Sarkozy au second tour), on constate qu'il reste des différences de point de vue entre ex-électeurs de gauche et ex-électeurs de droite, mais que ces différences sont nettement moins marquées que celles qui séparent les électeurs de droite et de gauche aujourd'hui. On peut y voir le fait qu'ils ont conservé une partie de leur vision idéologique antérieure, mais ont commencé à converger. « Etre travailleur » est ainsi cité comme facteur de réussite par 53% des électeurs En Marche qui avaient voté Hollande en 2012, mais par 63% de ceux qui avaient voté Sarkozy. Inversement, les électeurs macroniens qui avaient opté pour Hollande disent à 14% "qu'on est riche que lorsque l'on ne pense qu'à soi" alors que cela est le cas de 4% seulement de ceux qui avaient voté Sarkozy au 2^e tour en 2012. Il y a donc encore une différence entre les deux composantes de cet électorat, mais elle n'est pas aussi massive que l'on aurait pu le penser. On peut avancer l'hypothèse que peu à peu, une homogénéisation idéologique du bloc macroniste serait en cours, en tout cas sur un certain nombre de sujets, comme ce fut le cas au début de la Vème République entre « gaullistes de gauche » et « gaullistes de droite ».

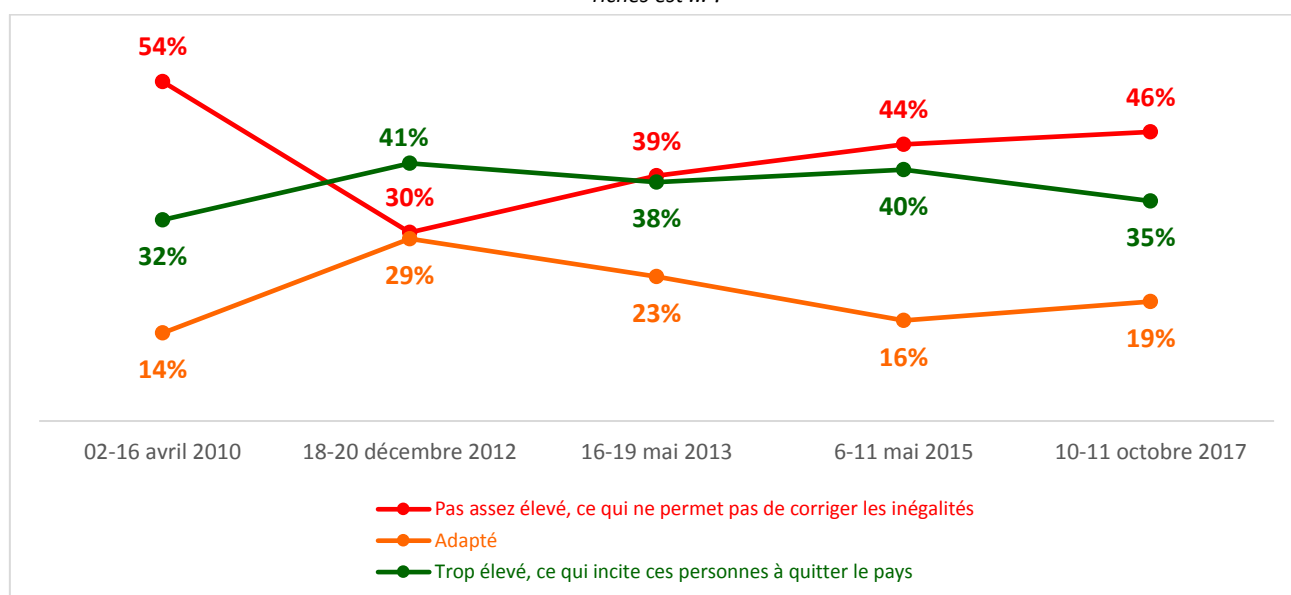
4- L'élection d'Emmanuel Macron n'a pas fondamentalement changé le regard porté par les Français sur le rôle des riches dans la société, ni sur la possibilité pour chacun de devenir riche un jour.

L'adhésion à l'affirmation « la présence de personnes riches en France est utile à l'ensemble de la société » (76%) recule de 13 points par rapport à une précédente enquête datant de janvier 2013. On peut y voir un signe que le discours tenu par le Président sur l'importance du rôle des « premiers de cordée » n'a pas eu d'influence majeure. Il faut toutefois souligner que le niveau d'adhésion à cette affirmation de janvier 2013 était anormalement élevé. Cette enquête avait en effet été réalisée à une période où les polémiques sur le « matraquage fiscal » (autour notamment de la taxe à 75%) et l'exil de certaines personnes fortunées, dont par exemple l'acteur Gérard Depardieu annonçant son départ pour la Belgique, étaient particulièrement vives.

Le jugement des Français sur le niveau de fiscalité des plus riches a d'ailleurs beaucoup varié dans le temps avec une forte influence de la politique menée par le gouvernement en place. En avril 2010, après la mise en place du « bouclier fiscal » par Nicolas Sarkozy, 54% des sondés estimaient que le montant des impôts directs et indirects que payent les personnes les plus riches n'était pas assez élevé. Cette proportion est ensuite tombée à 30% en décembre 2012 après la victoire d'un François Hollande ayant déclaré que son ennemi était le monde de la finance et ayant instauré la taxe à 75%. La suite de son quinquennat verra remonter la proportion de Français estimant que les riches ne contribuent pas suffisamment, parallèlement avec la critique montante à gauche des « cadeaux faits aux patrons » avec le CICE.

Le jugement sur le niveau des impôts versés par les individus les plus riches

Question : Diriez-vous que dans notre pays le montant des impôts directs et indirects que payent aujourd'hui les personnes les plus riches est ... ?



De la même façon, concernant Emmanuel Macron, les débats sur l'ISF et la mise en place d'une fiscalité favorable aux entrepreneurs et investisseurs expliquent sans doute que près d'un Français sur deux estime aujourd'hui que l'imposition des plus riches est insuffisante pour corriger les inégalités.

Par ailleurs, à la question "est-il toujours possible de faire fortune en France", les Français répondent par l'affirmative à 57%. On constate là une grande stabilité par rapport aux données recueillies en janvier 2013. L'élection d'Emmanuel Macron ne semble pas, sur ce point, avoir marqué un changement de climat qui aurait produit un choc de confiance et conduit les Français à massivement penser que les perspectives se réouvraient brutalement et que l'ascenseur social version *Startup Nation* fonctionnait. Et ce, d'autant plus que janvier 2013 correspondait à un moment où le pays était encore englué dans la crise économique et considérait l'avenir avec un pessimisme bien plus grand que ce n'est le cas aujourd'hui.

Il convient également de souligner que ces chiffres signifient que pour 4 Français sur 10, les dés sont jetés, que l'on demeure dans un système de reproduction sociale avec les héritiers, les carnets d'adresses, les réseaux, et qu'il n'est plus possible d'accéder au club très fermé de « ceux qui ont réussi ». Sur ce point, l'élection de mai dernier ne semble pas avoir fait bouger les représentations dominantes ni les clivages sociaux. 51% des ouvriers et employés pensent ainsi qu'il n'est plus possible de faire fortune en France. Ce constat est partagé par 46% des classes moyennes mais par seulement 32% des cadres et professions libérales.

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégie d'Entreprise de l'Ifop

Chloé Morin – Consultante et Directrice de l'observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès, a été conseillère en charge de l'opinion publique au sein du cabinet des Premiers ministres Jean-Marc Ayrault puis Manuel Valls

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com